

## Hollande pour un effort budgétaire de 50 milliards en 2012-2013

Marc Joanny et Jean-Baptiste Vey

Source : reuters.com - 18/11/2011



PARIS (Reuters) - François Hollande envisage un effort de 50 milliards d'euros de redressement budgétaire supplémentaire sur 2012 et 2013 pour réduire le déficit public à 3%, a dit à Reuters une conseillère du candidat socialiste à l'élection présidentielle.

Deux tiers viendraient de mesures fiscales, dont l'annulation du "paquet fiscal" de 2007, et un tiers d'économies, la répartition définitive pouvant aller jusqu'à moitié-moitié, a précisé l'économiste Karine Berger.

"On parle de 50 milliards", a-t-elle déclaré. "On est un peu tôt dans la campagne pour donner des éléments précis mais notre ligne est qu'il faut évidemment continuer un contrôle des dépenses extrêmement strict."

L'accent sera mis sur le redressement des comptes de santé, avec un objectif de progression des dépenses d'assurance maladie nettement inférieur au 2,5% par an désormais prévu par le gouvernement, en mettant notamment les consultations médicales à contribution.

Une fois le déficit ramené à 3% du PIB fin 2013, le PS mènera une politique de croissance et équilibrera les comptes publics d'ici 2017, consolidant la note "triple A" de la France auprès des agences de notation, ou permettant de la retrouver si elle est dégradée, a ajouté Karine Berger.

"Notre sujet, c'est : règlement des questions de finances publiques dès 2013 et croissance économique dans les quatre années qui suivent."

La crise des dettes dans la zone euro a plongé plusieurs pays dans une austérité durable et provoqué la chute de certains gouvernements, dont celui de Silvio Berlusconi en Italie.

"La France est attendue sur une parole très forte et très claire de rétablissement des finances publiques", a ajouté l'économiste. "Avoir deux plans d'austérité de moins de 10 milliards d'euros à deux mois d'intervalle n'est pas la bonne solution pour faire comprendre ce qu'on veut faire aux marchés financiers."

### TOUT POUR CONSERVER LE AAA

"On fera tout pour conserver la note 'triple A' et si, par malheur, on devait la perdre, on s'engage à tout faire pour la rétablir", a-t-elle ajouté.

Avoir la note maximale des trois principales agences de notation permet à la France d'emprunter moins cher pour financer son déficit et refinancer sa dette. L'une d'entre elles, Moody's, évalue actuellement la perspective "stable" associée au "triple A" français.

"Mais si la France doit sauver son 'triple A' pour 12 mois, ce n'est pas suffisant. Un 'triple A', ça doit être durable", ce qui suppose que la croissance redémarre, a dit Karine Berger.

"La Grèce et l'Italie sont en train de s'effondrer macro-économiquement, ce qui fait que tout ce qu'elles peuvent raconter en termes de politique budgétaire se dissout littéralement dans la contraction d'activité."

Pour ramener le déficit à 3%, l'évolution des dépenses sera fortement contrainte. Le nombre de fonctionnaires n'augmentera pas, les 60.000 emplois supplémentaires prévus dans l'Education nationale étant compensés par des départs en retraite ailleurs.

Pour prévenir un emballement des comptes sociaux, "il y a aura des propositions fortes sur la façon de limiter l'évolution des dépenses de santé de manière socialement juste", a dit Karine Berger.

Une loi de programmation fixera clairement l'évolution de la fiscalité et des dépenses pour trois ans pour donner un horizon aux partenaires de la France.

Michel Sapin, en charge du programme présidentiel de François Hollande, évoquait aussi dans un récent entretien à Reuters ce schéma en deux temps mis en oeuvre si la gauche l'emporte au printemps : retour à 3% de déficit puis soutien à la croissance.

"Lorsque la gauche arrivera au pouvoir, ce ne sera pas pour donner pendant deux ans pour ensuite reprendre pendant trois ans", a-t-il dit. "Cela peut être l'inverse : être extrêmement sérieux pendant deux ans pour pouvoir distribuer un peu plus pendant les trois ans qui suivront."

"Ce qui est sûr, c'est que le déficit diminuera et que l'endettement s'inversera", a ajouté cet ancien ministre des Finances. "Quand François Hollande dit 3% du PIB en 2013 et tendre vers zéro déficit à la fin de son quinquennat, c'est un élément intangible."

Avec Brian Love, édité par Yves Clarisse